

# Histoire de la pensée économique

## La loi de population de Malthus

---

Ce cours vous est proposé par Emmanuel Petit, professeur de sciences économiques, université de Bordeaux, groupe de recherche en économie théorique et appliquée et AUNEGe, l'Université Numérique en Économie Gestion.

---

### Table des matières

<b>Introduction.....</b>	<b>2</b>
<b>Avant Malthus, une tendance populationniste.....</b>	<b>2</b>
<b>La loi du peuplement.....</b>	<b>3</b>
<b>Une idée originale.....</b>	<b>5</b>
<b>Les solutions malthusiennes .....</b>	<b>6</b>
<b>La portée de la loi du peuplement.....</b>	<b>8</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>10</b>
<b>Références .....</b>	<b>10</b>

## Introduction

Le problème de la population pose la question de savoir quels sont les facteurs qui déterminent la dimension des sociétés humaines, et quelles conséquences entraîne, pour un pays, l'accroissement ou la diminution du nombre de ses habitants.

Thomas Malthus n'est pas le premier auteur à s'intéresser à la question de la population d'une nation. Avant, les mercantilistes, mais aussi François Quesnay ou encore Adam Smith ont déjà interrogé cette question. Cependant, la publication de *l'Essai sur le principe de population* (1798) se fait dans un contexte particulier où le problème de la pauvreté est aigu. Malthus en est le témoin privilégié.

Depuis 1562, en effet, l'Angleterre possède un système d'assistance aux pauvres reposant sur des secours distribués par les paroisses aux individus incapables de travailler ou au chômage. Ces secours sont financés par une taxe spéciale, la taxe des pauvres. Au 17<sup>ème</sup> siècle les paroisses ont été autorisées à créer des maisons de travail ou « *Workhouses* » dans lesquelles les pauvres sont invités à se rendre. L'un et l'autre des deux systèmes coûtent cher et pourtant résolvent mal le problème. Les maisons de travail sont des bagnes infâmes et le secours à domicile, en attachant le pauvre à une paroisse déterminée, les prive des libertés élémentaires.

L'analyse des malheurs de l'époque conduit Malthus vers l'économie politique. Initialement, influencé par l'esprit des Lumières (Adam Smith, Denis Diderot, Jean-Jacques Rousseau (dont le père de Malthus est féru)), il est tout d'abord favorable à l'idée de progrès social et plaide pour une redistribution des revenus auprès des populations les plus défavorisées.

Cependant, l'extension de la pauvreté l'amène à revoir ses positions éthiques et à orienter ses réflexions vers plus de pragmatisme économique. De là naîtra la polémique autour de *l'Essai sur le principe de population* (1798).

## Avant Malthus, une tendance populationniste

Aux 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles, dans la mouvance du mercantilisme, les gouvernements ont encouragé l'accroissement de la population. En France, par exemple, avec le ministre de Louis XIV, Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), ces mesures sont énergiques : une « population nombreuse » et dotée d'une croissance rapide est un bienfait pour la nation.

En fait, jusqu'au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle, les penseurs se sont bien plus rapprochés sur l'idée populationniste qu'ils ne se sont jamais accordés sur tout autre sujet.

Une population nombreuse et croissante est aux yeux des mercantilistes le symptôme le plus important de la richesse : elle représente la principale cause de la richesse, elle est la richesse elle-même – c'est-à-dire le plus grand avantage dont puisse bénéficier une nation. Selon la formule célèbre de Jean Bodin (1529-1596), « il n'est de richesses que d'hommes ».

Le populationnisme a cependant eu, avant Malthus, des adversaires. C'est le cas par exemple de François Quesnay (1694-1774), qui considère, que la population, aux alentours de 1750, exerce une pression permanente sur l'offre de nourriture.

Quesnay soutient non seulement que l'augmentation de la population n'a pas d'autres limites que celles de la subsistance, mais qu'elle tend toujours à passer au-delà. Le seul argument qu'il avance, pour justifier cette proposition en forme de dogme, est que, partout et toujours, il y a des gens qui vivent dans la pauvreté ou dans le besoin ou l'indigence.

Cette théorie de la pauvreté due à la surpopulation est essentiellement malthusienne (comme nous le verrons). Mais, avant la publication de l'essai de Malthus, elle compte si peu d'adeptes que, jusqu'à nos jours, la plupart des historiens l'attribuent à Malthus.

Pourtant, le populationnisme n'a pas en réalité, conservé ses partisans – tout au moins en dehors de l'Allemagne et de l'Espagne.

Mais, partout, les économistes ont refusé d'adhérer à la thèse opposée. La plupart d'entre eux semblaient considérer avec David Hume (1739) que le bonheur d'une société et une forte population sont des phénomènes « nécessaires et concomitants ». Son ami, Adam Smith, ne dit pas autre chose.

À l'instar des anciens populationnistes, celui-ci déclare que « la marque la plus décisive de la prospérité d'un pays est l'augmentation du nombre de ses habitants » (La Richesse des Nations, 1776).

## La loi du peuplement

Le point de départ de Thomas Malthus, c'est, nous l'avons vu, La Richesse des Nations d'Adam Smith, qu'il souhaite reformuler. L'œuvre de Malthus est une réécriture de la Richesse.

Smith a démontré dans son ouvrage que la liberté est le meilleur moyen d'accroître la richesse d'une nation et admis, de façon plutôt implicite, que la plupart des individus bénéficient de cet enrichissement. L'augmentation des richesses est censée s'étendre « jusque dans les classes les plus basses du peuple ».

C'est ce dernier point que Malthus interroge. Il fait remarquer que la richesse peut croître sans entraîner d'amélioration de la situation de chaque individu.

C'est notamment ce qui se produit si le nombre des individus augmente aussi rapidement ou plus rapidement que la quantité de biens disponibles pour la satisfaction de leurs besoins. Son raisonnement s'appuie sur ce qu'il pense être une loi « naturelle » de la population, exprimée sous une forme mathématique élémentaire.

Les deux citations ci-dessous extraites de l'Essai sur le principe de population (1798) révèlent le contenu de cette loi :

---

*« Nous pouvons tenir pour certain que lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les vingt-cinq ans, et croît de période en période selon une progression géométrique ».*

---

Et, dans le même temps, en comparant l'augmentation de la population avec l'augmentation du produit (c'est-à-dire de la richesse) :

---

*« Dans les vingt-cinq années qui suivront, il est absolument impossible d'espérer que le produit suive la même loi et qu'au bout de cette seconde période le produit actuel se trouve quadruplé ».*

---

Le produit concerne notamment le produit agricole, fruit de l'exploitation de sols. On a ici l'illustration de ce que l'on appellera plus tard loi des « rendements décroissants » du sol que Malthus compare avec la hausse naturelle de la population. La population s'accroît selon une progression géométrique (de base 1 et de raison 2), comme la suite 1, 2, 4, 8, 16, ... tandis que les subsistances alimentaires s'accroissent selon une progression arithmétique (de base 1 et de raison 1), comme la suite 1, 2, 3, 4, 5, 6, ....

Contrairement à ce que pensait Adam Smith, même si les gains de productivité induits par la spécialisation du travail permettent d'augmenter sensiblement les productions agricoles, il n'en résulte pas que la richesse profitera aux pauvres qui, du fait de la hausse de la population, risquent d'être de plus en plus nombreux.

Dit en des termes contemporains, même si la richesse augmente, le constat que fait Malthus est de dire que le produit par tête diminuera du fait de la forte hausse de la population.

## Une idée originale

À l'époque de Malthus, très peu de penseurs sont capables de formuler l'idée d'un excès de population et d'une insuffisance des ressources alimentaires. Surtout, aucun n'est capable de l'exprimer de façon claire et rigoureuse.

Par exemple, parmi les auteurs du 18ème siècle qui établissent que la population s'accroît toujours dans les limites posées par les moyens de subsistance disponibles, on peut citer Mirabeau (1749-1791), écrivain et homme politique français, qui s'exprime à sa manière pittoresque : les hommes se multiplient « comme des souris dans une grange s'ils ont les moyens de subsister sans limitation ».

De même, James Steuart (1712-1780), économiste écossais, dont Malthus d'ailleurs reconnaît l'antériorité, compare la « faculté de reproduction » à un « ressort auquel un poids est attaché... [et qui] agit toujours en proportion de la diminution de la résistance » (Recherches sur les Principes d'Économie Politique, 1767). Une formulation que l'on retrouve également antérieurement chez l'économiste anglais William Petty (1623-1687).

Même Adam Smith (1776), dont la perspicacité est connue, ne va pas au-delà du simple constat que :

---

*« naturellement, toutes les espèces d'animaux multiplient à proportion de leurs moyens de subsistance, et aucune espèce ne peut jamais multiplier au-delà ».*

---

## Les solutions malthusiennes

La question se pose donc de savoir comment limiter l'accroissement de la population. Dans un monde où les épidémies et les guerres sont courantes, Malthus fait d'abord le constat qu'il existe ce qu'il appelle des obstacles positifs à l'augmentation de la population. L'insuffisance des subsistances finit ainsi par freiner l'accroissement « naturel » de la population par la misère, la maladie, la famine, la mort prématurée ou la guerre.

Le pasteur Malthus réfléchit cependant à un autre moyen de limiter et accroissement. Il envisage par exemple la mise en place de mesures législatives réglementant l'âge des mariages mais s'en détourne en considérant la difficulté de mettre en œuvre ces mesures.

Malthus envisage ensuite le contrôle des naissances. Mais, l'homme de foi s'y oppose, y voyant un vice. Le contrôle des naissances lui semble contraire aux lois de Dieu et de la nature.

Ces mesures détruiraient les bonnes mœurs de la société elle-même. Elles sont incompatibles avec la recherche du progrès humain parce qu'elles tendent à diminuer soit l'autonomie de l'individu, soit sa volonté d'agir.

Malthus le dit explicitement dans une version révisée (1817) de son essai :

---

*« J'ai toujours spécialement réprouvé tous les moyens artificiels et non naturels de limiter la population, en raison à la fois de leur immoralité et leur tendance à supprimer un stimulant nécessaire à l'activité économique. S'il était possible pour chaque couple marié de limiter à son gré le nombre de ses enfants, il y aurait certainement lieu de craindre que l'indolence de la race humaine soit très fortement accrue ».*

---

La thèse peut sembler curieuse. La contraception, parce qu'elle libère l'homme de la nécessité de fournir un maximum de travail, empêche le développement de la production, qui est à son tour une condition du développement de la population.

La thèse est en fait une conséquence du credo individualiste : l'individu doit constamment être poussé à l'action par la menace que font peser sur lui des forces qu'il ne domine pas. C'est, on le voit, une conception puritaine de la vie. Malthus est ici en plein accord avec la philosophie de la majorité des économistes classiques de son époque.

Seul, paradoxalement, Adam Smith aurait émis une position contraire en considérant que l'homme possède une propension innée à améliorer sa condition matérielle par son activité.

Ne pouvant s'appuyer sur la réglementation (âge du mariage ou contrôle des naissances), Malthus se prononce pour un contrôle moral (une « retenue ») de l'instinct de reproduction. Il entend par là le mariage tardif et la chasteté, c'est-à-dire la renonciation volontaire au mariage et à la procréation de la part d'un nombre suffisant d'individus pendant une partie de leur existence ou toute leur existence. Selon Malthus, cependant, comme il le précise dans la citation suivante, ce contrôle n'est pas envisageable, selon Malthus, dans une société égalitaire :

---

*« Tous étant égaux et placés dans des circonstances semblables, on ne saurait voir pourquoi un individu se croirait obligé à la pratique d'un devoir que d'autres dédaigneraient d'observer ».*

---

Ce contrôle, selon lui, n'est donc possible que dans une société inégalitaire.

**La question dès lors est de savoir à qui doit-on demander d'exercer ce contrôle ?**

Malthus considère qu'il doit être appliqué précisément à ceux qui n'ont pas les moyens de nourrir une famille nombreuse, c'est-à-dire les classes pauvres. Voilà donc pourquoi il s'oppose avec autant de conviction aux lois d'assistance aux pauvres de l'époque !

De son point de vue, ces lois, en permettant aux déshérités qui n'en ont pas les moyens de se marier et d'avoir des enfants, contribuent à accroître la pauvreté au lieu de d'y remédier.

La citation suivante (qui sera l'objet de vives polémiques du temps et à la suite de Malthus) traduit cette idée de façon radicale :

---

*« Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, et en fait il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert pour lui ».*

---

La thèse malthusienne peut se résumer de la façon suivante : les lois d'assistance aux nécessiteux créent les pauvres qu'elles assistent. Telle est la morale malthusienne, à mi-chemin de la rationalité économique et de l'obligation morale.

## La portée de la loi du peuplement

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la loi du peuplement de Malthus va être soutenue par les auteurs classiques de l'époque. Comme l'indique Joseph Schumpeter dans son Histoire de l'analyse économique (1954) :

---

*« Les enseignements de Malthus sont devenus la doctrine 'correcte' sur le problème de la population, tout comme le libre-échange était devenu la politique économique 'correcte', que seuls les ignorants ou les esprits faux pouvaient ne pas accepter – ils formaient une part indissociable d'une certaine vérité éternelle observée et attestée une fois pour toutes ».*

---

Cet engouement des classiques s'explique pour deux raisons. Tout d'abord, les classiques s'inquiètent de la pression démographique qui s'exerce sur les productions agricoles. D'autre part, les hypothèses concernant le taux de croissance de la population entrent, dès lors, dans leur élaboration économique exactement comme la loi des rendements décroissants. Leur analyse aurait été incomplète sans ces hypothèses comme nous le verrons pour celle de Ricardo.

Pourtant, après 1850, la thèse démographique disparaît et n'est plus d'actualité. En fait, la thèse est moins importante car la théorie de l'utilité (portée par les auteurs de la Révolution marginaliste à partir des années 1870) ne la rend pas utile. Il n'y eut plus aucune raison immédiate de s'occuper de la pression démographique.

Ce qui n'empêche certes pas certains auteurs de cette époque comme Alfred Marshall (1842-1924) ou Léon Walras (1834-1910) d'admettre le principe de Malthus. Mais, la question de la population n'est plus centrale.

La contradiction posée par Malthus est pourtant bien réelle lorsqu'il identifie le lien entre le surpeuplement qui est concomitant avec l'accroissement des prix des produits agricoles. Malthus sous-estime cependant les gains de productivité dans le secteur agricole.

Des gains de productivité qui seront très importants aux 19<sup>ème</sup> et au 20<sup>ème</sup> siècles et qui continuent encore aujourd'hui à limiter la portée de la loi malthusienne : depuis 1960, par exemple, la production agricole a été multipliée par 4,5 et la population mondiale (seulement) par 2.

Malthus n'entrevoit pas non plus (mais comment l'aurait-il pu ?) la possibilité d'une transition démographique (baisse de la mortalité et fléchissement de la natalité) qui débouche sur l'émergence d'un régime démographique moderne où une faible natalité se trouve associée à une mortalité modérée. Malthus ne nie pas cependant que le processus d'émigration (tel que l'a connu l'Europe) ou la diffusion de méthodes anticonceptionnelles puissent limiter la croissance de la population.

En fait, la limite du système de Malthus, c'est son attachement à l'idée d'ordre naturel qui l'empêche de voir qu'il n'y a pas de « loi naturelle » de la population.

Comme l'histoire le montrera, la transition démographique sera très variable selon les pays – la France, par exemple, la connaîtra avec retard par rapport à ses voisins européens – et dans le temps. Taux de natalité et taux de mortalité dépendent de facteurs sociaux prépondérants comme l'organisation sociale, les coutumes, le degré de développement, la religion ou encore les progrès de la médecine.

Ainsi, le fait qu'une population soit physiquement capable de se multiplier jusqu'au point où elle manquera non seulement de nourriture, mais aussi d'espace où se tenir, n'est pas inconcevable.

De nos jours, on peut considérer que le problème de la population se pose en ces termes (du moins si l'on considère la question environnementale (pollutions diverses, changement climatique)).

Mais ce que formule Malthus va plus loin. Il invoque la proposition selon laquelle cette population tend effectivement vers cette limite, au lieu de répondre simplement à l'expansion du milieu économique par une croissance parallèle (ou même, éventuellement, par une diminution du taux de natalité).

## Conclusion

En d'autres termes, la population tend effectivement selon Malthus à « exercer une pression » sur l'offre de nourriture.

Il est sans doute plus raisonnable de penser que, selon les conditions données (sociales, économiques, sanitaires, etc.), la population peut être considérée comme trop faible ou trop forte, selon que son accroissement ou sa diminution peut procurer davantage de bien-être au sein de la société ou de la nation.

Au 20ème siècle, la société française a ainsi mis en place, de façon très active, une politique nataliste. Inversement, la Chine a de son côté adopté pendant très longtemps une politique de l'enfant unique de façon très drastique. Ceci traduit l'idée, mise en avant par l'économiste suédois Knut Wicksell (1851-1926), de l'existence d'un optimum de population.

Ce concept a le mérite de faire ressortir une vérité, à savoir que populationnisme et malthusianisme ne sont pas ces deux contraires s'excluant mutuellement qu'ils semblent être.

## Références

Robert Heilbroner, Les grands économistes, Paris, Points, 2014.

Adam Smith, Théorie des sentiments moraux, Paris, PUF, 2014.

Adam Smith, La Richesse des nations, vol 1 et 2, Paris, Flammarion, 1992.

Joseph Schumpeter, Histoire de l'analyse économique, vols. 1, 2 et 3, Paris, Gallimard, collection Tel, 2004.

### Comment citer ce cours ?

Histoire de la pensée économique, Emmanuel Petit, AUNEGe (<http://aunege.fr>), CC – BY NC ND (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>).



Cette œuvre est mise à disposition dans le respect de la législation française protégeant le droit d'auteur, selon les termes du contrat de licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>). En cas de conflit entre la législation française et les termes de ce contrat de licence, la clause non conforme à la législation française est réputée non écrite. Si la clause constitue un élément déterminant de l'engagement des parties ou de l'une d'elles, sa nullité emporte celle du contrat de licence tout entier.